



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Citoyenneté et de la Légalité

FORMULAIRE DE DEMANDE ET ATTESTATION SUR L'HONNEUR

PUBLICATION DE PRESSE

1) - Formulaire de demande d'inscription d'une d'un service de presse en ligne (SPEL) sur la liste départementale des supports habilités à publier des annonces judiciaires et légales

- Raison sociale de l'entreprise éditrice :
- Titre du service de presse en ligne :
- Identité du directeur de la publication (NOM Prénom) :
- Coordonnées de la personne en charge du dossier (courriel et téléphone) :
- Adresse complète du siège social de l'entreprise éditrice :
- Numéro d'inscription à la CPPAP accompagné de l'attestation de la CPPAP¹ :

¹ Cette attestation de la CPPAP doit notamment mentionner que la publication de presse respecte le critère fixé au 2° de l'art. 2 de loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 modifiée et précisée au I de l'art. 1^{er} du décret n° 2019-1216 du 21 novembre 2019.

* Option 1 : justifier d'une diffusion payante par abonnements (données moyennes sur les 6 meilleurs mois de l'année 2023 ;

vente effective dans le département (nombre d'abonnements)² :

² Cette donnée doit être certifiée, aux choix de l'éditeur, soit par un organisme offrant la garantie de moyens d'investigation suffisants et notoirement reconnus comme tels, soit par un expert-comptable ou un commissaire aux comptes.

* Option 2 : justifier de la fréquentation du SPEL (données moyennes sur les 6 meilleurs mois de l'année 2023) ; nombre de visites hebdomadaires en provenance de la région³ :

³ Cette donnée doit être certifiée par un organisme offrant la garantie de moyens d'investigation suffisants et notoirement reconnus comme tels.

- Répartition du nombre de visites hebdomadaires en provenance de la région entre chaque département de la région (renseigner le tableau ci-dessous ; la somme des visites hebdomadaires par département doit être égale au nombre de visites hebdomadaires en provenance de la région)⁴ :

⁴ Cette répartition est effectuée sous la responsabilité de l'éditeur. Elle doit impérativement être identique dans chacun des formulaires de demande adressés à l'ensemble des préfectures des départements où l'éditeur candidate à l'habilitation.

Nom du département (lister tous les départements de la région)	Nombre de visites hebdomadaires

Fournir tous documents (ex : copies d'écran), couvrant a minima les 7 semaines précédant la demande d'habilitation, permettant d'apprécier le caractère substantiel du volume d'informations générales, judiciaires ou techniques originales consacrées au département et son renouvellement sur une base au moins hebdomadaire. Fournir également l'adresse URL ou le nom du SPEL et, dans le cas d'un SPEL dont l'accès est payant, un identifiant de connexion permettant aux services préfectoraux de se connecter au service.

Fait à :

Le :

Signature du représentant légal de l'entreprise éditrice de la publication et, le cas échéant, cachet de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes :

II) - Attestation sur l'honneur

Je soussigné(e) (NOM Prénom) :

Directeur(trice) de la publication de presse (Titre de la publication) :

Déclare sur l'honneur m'engager à publier les annonces légales conformément aux dispositions prévues par la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955 et ses textes d'application.

Cet engagement comprend en particulier :

- Le respect du prix fixé, dans chaque département, par arrêté interministériel ;
- Le respect des règles de présentation des annonces fixées par ce même arrêté ;
- La mise en ligne sur la base de données ACTULEGALES des annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce, en application de l'article 1^{er} du décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012 modifié relatif à l'insertion des annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce dans une base de données numérique centrale.

Je m'engage également à porter à la connaissance de la préfecture du département d'habilitation tout changement intervenant en cours d'année (numéro d'inscription à la CPPAP, changement de contenu éditorial ou de périodicité, changement de siège social, rachat du titre ou regroupement de plusieurs titres, baisse importante de la diffusion, etc.).

En outre, je déclare être informé que :

Toute infraction aux dispositions de la loi du 4 janvier 1955 précitée et à celles des arrêtés pris pour son application est punie d'une amende de 9 000 euros. Le préfet pourra prononcer la radiation de la liste pour une période de trois à douze mois. En cas de récidive, la radiation de la liste pourra être définitive (article 4 de la loi n° 55-4 du 4 janvier 1955).

Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende (article 441-6 du code pénal).

Fait à :

Le :

Signature du directeur de la publication précédée
de la mention «Lu et approuvé»